



Lâ??Espagne annonce des sanctions contre IsraÃ«l

Description

Lâ??Espagne a annoncÃ© hier un ensemble de mesures visant Ã empÃªcher le gÃ©nocide perpÃ©trÃ© par IsraeÃ«l Ã Gaza, avant dâ??interdire aujourdâ??hui dâ??entrÃ©e sur son territoire aux ministres israÃ©liens Ben Gvir et Bezalel Smotrich.

Par lâ??Agence MÃ©dia Palestine, le 9 septembre 2025



Le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, a annoncé hier un ensemble de mesures destinées à « mettre fin au génocide à Gaza » et à « soutenir la population palestinienne ». « Il y a une différence entre défendre son pays et bombarder des hôpitaux ou affamer des enfants innocents », a déclaré M. Sanchez dans un discours publié sur son compte officiel X.

« Il s'agit d'une attaque injustifiable contre la population civile. Soixante mille morts, deux millions de personnes déplacées, dont la moitié sont des enfants. Ce n'est pas de la légitime défense! c'est l'extermination d'un peuple sans défense. »

Au cœur de ce paquet de mesures, dévoilé lundi, se trouve un décret-loi royal qui sera approuvé par le gouvernement espagnol puis ratifié par le Parlement. Cette mesure officialise un embargo total sur les armes : l'interdiction d'acheter et de vendre des armes, des munitions et du matériel militaire israélien.

L'Espagne interdira également aux navires transportant du carburant pour armer israélienne d'accoster dans ses ports, refusera l'accès à son espace aérien aux avions transportant du matériel de défense et interdira l'entrée sur son territoire aux personnes

directement impliqués dans le génocide, les violations des droits de l'homme et les crimes de guerre à Gaza, une restriction qui pourrait s'appliquer au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et aux membres de son gouvernement.

Les mesures prévoient également l'interdiction des importations en provenance des colonies israéliennes en Cisjordanie occupée et l'engagement de M. Sanchez à verser 10 millions d'euros (11,7 millions de dollars) de nouveaux fonds à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) et un total de 150 millions d'euros (176 millions de dollars) d'aide humanitaire pour Gaza d'ici 2026.

Au lendemain de cette annonce, le ministre des Affaires étrangères, Jose Manuel Albares a déclaré aujourd'hui que l'Espagne interdirait l'entrée sur son territoire au ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, et au ministre des Finances, Bezalel Smotrich.

M. Albares a déclaré que MM. Ben Gvir et Smotrich seraient ajoutés à la liste des Israéliens sanctionnés, qui comprend déjà 13 colons israéliens, et « ne seraient pas autorisés à entrer sur le territoire espagnol ». Ils seront également inscrits dans le Système d'information Schengen, une base de données européenne à grande échelle sur la sécurité et la gestion des frontières.

« Il s'agit d'une liste ouverte à laquelle nous ajouterons toutes les personnes qui, par leur comportement ou leurs déclarations, démontrent qu'elles veulent rendre la solution à deux États totalement irréaliste », a déclaré M. Albares.

date créée
2025/09/09